



COMMUNIQUÉ DE PRESSE du 5 octobre 2007

Serrières: l'Association de quartier se bat contre l'augmentation insensée du trafic !

Après vingt mois d'attente, le Conseil Communal a levé les oppositions des habitants au Plan de Quartier de Tivoli. Vingt jours plus tard, l'AQSBI et un particulier font recours contre cette décision :

- (1) Les habitants de Serrières souffrent aujourd'hui déjà d'un trafic important et d'un bruit qui dépasse les normes légales; malgré cela, les autorités veulent autoriser en moyenne 37% de plus de trafic à travers le quartier !
- (2) Les autorités prétendent qu'aucun assainissement ne sera nécessaire et tant que le plan de quartier n'est pas entré en vigueur elles ne veulent pas réfléchir à la gestion de problèmes pourtant parfaitement prévisibles.
- (3) Tout le quartier sera affecté, c'est pourquoi l'Association travaille pour une vision de développement qui inclue la mobilité et la qualité de vie de tous les habitants et elle demande des mesures pour accompagner les grands projets de construction.

L'AQSBI soutient la revalorisation des friches industrielles du quartier, mais refuse la politique à courte vue poursuivie par les autorités:

(1) Les Serriérois aimeraient bien voir revivre les anciennes surfaces industrielles. Mais ils veulent aussi qu'on tienne compte du fait qu'ils souffrent déjà maintenant d'un trafic intense et d'un bruit qui dépasse les limites admises. Selon la dernière notice d'impact, avec les projets de Philip Morris, Tivoli et Martenet le trafic augmentera de 37% en général. Les riverains des Battieux et de Port-Roulant subiront une hausse de 40% (+1700 trajets), la rue E.Borel doit s'attendre à 2700 passages quotidiens au lieu de 750 (+260%), en bas de Martenet il y aura 2600 véhicules de plus qu'actuellement (+46%), etc. En outre, les experts conviennent que ces prévisions sont largement sous-estimées.

Les habitants s'insurgent aussi contre la manière utilisée pour établir les faits (données et études): Exemple : les vitesses et le bruit ont été mesurés entre un ralentisseur et un passage pour piétons avec des appareils si visibles que tous les automobilistes ralentissaient. Résultat: sur un axe de transit, la vitesse moyenne serait inférieure à celle d'une ruelle étroite et encombrée...

(2) Face à ces problèmes, que font les autorités ? En complète contradiction avec la législation et le bon sens, elles séparent les projets qui font pourtant partie du même pôle de développement stratégique et saucissonnent leurs impacts pour conclure que les augmentations sont légales et qu'aucun assainissement n'est nécessaire ! Et la santé des habitants ?

Aucun des projets présentés ne s'occupe des carrefours, des cheminements ou du bruit. La Ville veut d'abord autoriser une situation illégale et ainsi mettre Serrières devant le fait accompli, puis elle réfléchira peut-être à comment régler les problèmes. Ainsi les solutions seront moins bonnes et plus chères. Aucune instance ne garantit les budgets nécessaires et il pourrait même s'avérer impossible de revenir à une situation conforme aux normes et de remédier à certains dégâts.

(3) Depuis 2003, les Serriérois demandent que les effets de l'ensemble des nouveaux projets soient analysés conjointement et qu'un concept global de circulation et d'aménagement soit établi. L'AQSBI analyse les projets, mandate des experts, élabore des propositions et négocie avec les autorités. Elle leur demande de gérer la mobilité des habitants actuels et futurs par des mesures efficaces comme la modération du trafic et de bons cheminements vers les écoles, les commerces et les transports publics. La Ville s'enorgueillit d'accueillir un salon de la mobilité, elle s'est dotée d'un site Internet dédié au développement durable et se vante partout d'avoir fait du Crêt-Taconnet un modèle, alors pourquoi à Serrières refuse-t-elle d'aborder ces questions ?